

L'Orient-Le Jour

## Le Comité des familles des disparus au Liban appelle l'État à identifier les prisonniers libérés de la prison de Hama

Le comité met en avant l'émotion des familles « qui estiment que leurs proches sont toujours détenus dans les prisons syriennes depuis le début de la guerre du Liban (1975-1990). »

L'OLJ / le 06 décembre 2024 à 18h24



Bahria Bakour (à droite) serrant son fils Mohammed Jomaa dans ses bras alors qu'ils se retrouvent après des années de séparation, dans la ville d'Alep, le 3 décembre 2024. Photo Aaref WATAD/AFP

Le Comité des familles des kidnappés et disparus au Liban a réagi vendredi à la libération de prisonniers dans la ville syrienne de Hama jeudi en réclamant à l'État de vérifier l'identité des personnes libérées et traiter l'affaire comme « une situation d'urgence ». Le comité met en avant dans son communiqué l'émotion des familles « qui estiment que

leurs proches sont toujours détenus dans les prisons syriennes depuis le début de la guerre du Liban (1975-1990). »

Le Comité des familles des kidnappés et disparus au Liban avait été créé en 1982, en pleine guerre civile, pour obtenir des éléments de réponses sur les personnes disparues en territoire libanais. Dans son communiqué, il précise ainsi qu'il lutte depuis « plus de quatre décennies » ne sollicitant « au cours de toutes ces années (...) que l'État libanais afin qu'il assume ses responsabilités ». Il appelle également la Commission nationale pour les personnes disparues ou ayant fait l'objet d'une disparition forcée, créée le 18 juin 2020, à « jouer un rôle » dans ce dossier.

Pour rappel Disparus de la guerre civile libanaise : « l'amnésie de l'État » se poursuit, 49 ans plus tard

## **Les disparus de la guerre civile libanaise**

La question des disparus a connu une acuité nouvelle au Liban après les informations faisant état de la libération, parmi les [prisonniers à Hama libérés jeudi par les groupes rebelles en Syrie](#), de Ali Hassan al-Ali, ressortissant libanais originaire du Akkar. Il aurait été détenu par le régime syrien dans les années 1980. Le Comité des familles des kidnappés a confirmé que son nom figure sur ses listes, sans pouvoir confirmer de façon indépendante la nouvelle de sa libération. Le Comité précise en outre que ses listes « incluent aussi des disparus d'autres nationalités, dont les familles résident toujours au Liban » et appelle l'État libanais à « révéler leur sort ».

Les organisations de défense des droits de l'homme estiment qu'au cours de la guerre civile libanaise (1975-1990), quelque 17 000 personnes ont été enlevées ou ont disparu. Bassel Bou Monsef, chercheur à ACT for the Disappeared, faisait état à notre journal le 30 août dernier d'estimations plus exactes variant de 7 000 à 10 000 personnes. Il critiquait lors de cet entretien « la politique d'amnésie de l'État » pendant des décennies dans cette affaire.